Document généré le 15 juil. 2025 18:19

Les Cahiers des Dix

Nos Hôtels de Ville

Outremont - Québec - Saint-François-du-Lac - Trois-Rivières - Shawinigan-Falls - Sherbrooke - Granby - Joliette - Terrebonne - Chambly-Canton - Sorel

Léon Trépanier

Numéro 26, 1961

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1079926ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1079926ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Trépanier, L. (1961). Nos Hôtels de Ville : Outremont - Québec - Saint-François-du-Lac - Trois-Rivières - Shawinigan-Falls - Sherbrooke - Granby - Joliette - Terrebonne - Chambly-Canton - Sorel. *Les Cahiers des Dix*, (26), 235–254. https://doi.org/10.7202/1079926ar

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Nos Hôtels de Ville

OUTREMONT — QUÉBEC — SAINT-FRANÇOIS-DU-LAC
TROIS-RIVIÈRES — SHAWINIGAN-FALLS — SHERBROOKE
GRANBY — JOLIETTE — TERREBONNE — CHAMBLY-CANTON — SOREL

Par LÉON TRÉPANIER

La rapidité avec laquelle l'essor industriel se développe, chez nous, suscite chez nos édiles municipaux, comme chez les magnats de l'industrie et du commerce, des désirs d'expansion.

Dans la plupart des municipalités et banlieues où l'on songe à construire un nouvel hôtel de ville, l'architecture semble devoir s'inspirer de l'art nouvelle-vague, plutôt que de garder une sorte de reflet du terroir. Partout il faut céder le pas au modernisme.

L'élan est tel qu'il n'est plus une élection municipale sans que le principal article d'un candidat à la mairie, ne soit : construction d'un hôtel de ville moderne.

Certains de ces édifices ont une allure convenable, d'autres témoignent d'un goût qui n'est guère en harmonie avec la théorie du beau.

★ ★ ★

Dans la région métropolitaine de Montréal, Outremont fait exception à la règle, pour le moment du moins, avec son hôtel de ville qu'on prendrait plutôt pour un ancien manoir, témoin de l'époque pastorale où les habitants de la Côte-Sainte-Catherine ne formaient qu'un embryon de village.

L'édifice actuel, que l'on remplacera bientôt, a plus de cent cinquante ans d'existence, et on prétend qu'il servit de poste de traite de fourrures à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Dans son sous-sol on trouve encore les cellules qui, paraît-il, servaient à ramener à la raison les Indiens qui avaient trop consommé d'eau de feu.

M. Armand Gagnon, ingénieur-administrateur de la Cité d'Outremont, de qui nous tenons ces renseignements, nous apprend que cet ancien poste de traite servait autrefois d'école.

En 1875, Louis Beaubien, député du comté d'Hochelaga à la Législature provinciale, faisait adopter un bill relatif à l'érection de la Côte-Sainte-Catherine, en une municipalité de village sous le nom de Village d'Outremont. Le 15 mars de la même année, dans la maison d'un M. Jules Leverrier, avait lieu sous la présidence de J.-O. Villeneuve, préfet du comté d'Hochelaga, une première réunion de contribuables pour l'élection de sept conseillers. Une semaine plus tard, Leverrier mettait encore sa maison à la disposition des conseillers pour l'élection du premier maire du village qui fut M. David Edward, fermier de la Côte-Sainte-Catherine.

En avril, le conseil du village avait déjà ses propres salles de délibération, *The Council House*, qu'on avait louée au prix de $80.00 pour trois mois. Cette salle était probablement dans l'école de l'ancien poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson, aujourd'hui l'Hôtel de Ville d'Outremont. Empressons-nous de dire qu'à l'époque, tout au long du chemin Sainte-Catherine, s'échelonnaient fermes, vergers et potagers où nombre de ménagères montréalaises venaient s'approvisionner. Lorsque, vers 1890, le conseil du village fit l'achat de l'école il continua à fournir des salles pour la tenue des classes. Le village ne comptait dans le temps que 363 âmes occupant 65 maisons.

Il y a un peu plus de trois ans, la Cité d'Outremont fit l'acquisition du vaste domaine des Beaubien, chemin Sainte-Catherine, à courte distance de l'hôtel de ville actuel, avec l'intention d'y élever bientôt un nouvel édifice aux dimensions imposantes.

Que fera-t-on de l'édifice actuel auquel se rattache toute l'histoire d'Outremont ? Sa disparition susciterait sûrement des regrets car c'est en somme le seul témoin de l'époque où une poignée de petits fermiers, maraîchers et jardiniers, à majorité anglaise, jetaient les fondations d'une cité bourgeoise.

Lorsqu'en 1910, les contribuables d'Outremont confiaient, pour la première fois à un Canadien français, le poste de maire, dans la personne de Joseph Beaubien, fonction que ce dernier devait conserver pendant trente-neuf ans, ils rendaient hommage à une famille dont le chef, Louis Beaubien, avait été l'un des pionniers de la ville.

On peut comparer les premiers lieux de réunion des contribuables d'Outremont, il y a près de cent ans, à la « Salle des Habitants » de

nos campagnes autrefois, sauf que les édiles ruraux, pour la tenue de leurs délibérations, employaient le plus souvent le presbytère de la paroisse.

★ ★ ★

Sous le régime anglais, les « Salles d'Habitants » prirent naissance, surtout vers 1845, lorsque le Parlement adopta une loi « pour l'établissement d'autorités locales dans le Bas-Canada ».

On voit, par exemple, que lorsque les gens du Sault-au-Récollet procédèrent en 1855 à la formation de leur premier conseil municipal, la réunion eut lieu dans la salle des habitants de l'ancien presbytère. Ce n'est qu'en 1914 que le village fit l'achat de l'ancienne maison de Eustache Prévost pour y établir sa propre salle municipale.

Mais que d'incidents, ces salles communales, le plus souvent logées dans le presbytère de la paroisse, ne suscitèrent-elles pas, grâce à l'esprit chicanier que nos ancêtres français nous ont laissé en héritage.

Cueillons-en un, bien typique de l'époque où s'élevaient des conflits de juridiction entre le curé et ses paroissiens, lorsque ces derniers tenaient à légiférer en toute liberté, sur les questions d'intérêt local.

Le Père Thomas Charland, dans son *Histoire de Saint-François-du-Lac,* nous en fournit la matière.

En 1829, l'abbé Amiot, curé, propose à ses paroissiens de construire et d'entretenir à leurs frais, une maison de 40 pieds de long par 24 de large, avec deux salles dans le bas, dont une pour les hommes et l'autre pour les femmes, la maison devant loger en même temps le presbytère.

On tient une première réunion le 25 mars et la proposition du curé est rejetée. L'abbé Amiot convoque une seconde assemblée le 24 mai, au cours de laquelle il plaide éloquemment en faveur de son projet. Une discussion s'engage, animée, tumultueuse et, pour la seconde fois, on écarte la proposition de monsieur le curé.

L'année suivante, les habitants de Saint-François-du-Lac obtenaient de tenir leurs réunions dans une petite salle de l'étage supérieur du presbytère, alors que l'on mettait le grenier de la maison à la disposition des femmes qui désiraient elles aussi se réunir pour discuter leurs problèmes.

Le curé de l'époque, M. Joseph-Marie Bellanger, y trouva cependant quelques objections, pour des raisons de bienséance, et fit disparaître l'escalier qui conduisait à cette salle. Il proposa aux habitants de se réunir dans les maisons voisines de l'église, mais les paroissiens refusèrent cette solution. Selon l'habitude, le curé dut s'en remettre à l'évêque, Mgr Signay. L'évêque répondit qu'il fallait laisser aux habitants la jouissance de leurs salles, qu'il ne voyait, quant à lui, aucun inconvénient à ce que les femmes eussent la leur au-dessus de celle des hommes. Et il ajoutait : « Si votre presbytère n'a que ce qui vous est nécessaire, il faudra que vos paroissiens se construisent une maison sur le terrain même de l'église pour leur servir de logement ». Mais le curé Bellanger n'était pas un téméraire et il n'osa soumettre le projet aux paroissiens qui continuèrent à se servir du presbytère, comme salle communale. Il fallut attendre quelques années avant que Saint-François-du-Lac eusse sa propre « Salle des Habitants ».

Partout ailleurs où le presbytère servit de salle communale, pour MM. les conseillers et leurs administrés, une pièce, séparée de celle des hommes, était mise à la disposition des femmes. C'était l'usage. Et quand ce n'était pas au presbytère, c'était à la maison d'école que les habitants se réunissaient pour élire le maire et les conseillers ou discuter leurs problèmes communs. C'est ainsi que les habitants de Saint-Jérôme, de 1856 et jusqu'au début du siècle dernier, eurent leur salle municipale, tantôt dans une école, tantôt à l'Institut des Artisans, société littéraire et scientifique.

Mais puisque nous avons entrepris cette étude, par une histoire chronologique de l'Hôtel de Ville de Montréal,[1] il n'est que raisonnable de signaler que Québec, comme Montréal, tâtonna longtemps avant de trouver un abri convenable pour loger ses administrateurs.

Montréal et Québec avaient, toutes deux, obtenu leur première charte municipale en 1832, mais avant de pouvoir édifier à la gloire des contribuables une maison communautaire digne de figurer parmi les monuments que l'on signale aux touristes, leurs édiles ont dû pérégriner longtemps.

---

[1]...Voir *les Cahiers des Dix*, no 25, 1960.

Grâce aux patientes recherches de l'archiviste-statisticien de la Capitale, M. Valère Desjardins, on a pu retracer l'histoire chronologique de l'Hôtel de Ville de Québec, édifice imposant qui occupe aujourd'hui l'ancien emplacement du collège des Jésuites, et dont la pose de la pierre angulaire eut lieu le 15 août 1895, et l'inauguration en septembre 1896.

En 1833, sous la présidence du maire Elzéar Bédard, le conseil municipal de Québec tint sa première séance dans la chambre des juges du Palais de Justice. La deuxième réunion eut lieu au No 4 de la Rue des Pauvres — aujourd'hui Côte-du-Palais, — en cette fameuse hôtellerie connue sous le nom d'Hôtel Albion.

Quelques semaines plus tard, le Conseil se rassemblait temporairement au No 12 de la même rue dans un assez vaste édifice loué des Sœurs de l'Hôtel-Dieu, à l'encoignure des rues Charlevoix et du Palais. En 1835, un désastreux incendie le forçait de déguerpir.

En attendant de pouvoir faire l'acquisition d'un local permanent, l'administration s'établit pour quelque temps chez Pierre Dasilva, conseiller municipal, 3 rue d'Auteuil. Cette situation dura jusqu'en 1836, alors que les juges de paix, partout dans les villes de la province, reprenaient les rênes du pouvoir.

En 1840, sous la présidence de R.-E. Caron, futur lieutenant-gouverneur, le Conseil loue de la succession Dunn la maison située au No 43 rue Saint-Louis.

De 1848 à 1851, le Conseil municipal occupe un édifice du Parlement dans le Parc Montmorency, au sommet de la côte de la Montagne, puis dans le bloc Chauveau. En 1889, sous le maire François Langelier, la municipalité fait l'acquisition, pour la somme de $20,000, du gouvernement provincial, d'un immense terrain vacant, ancien emplacement du collège des Jésuites, avenue Chauveau. Il fallut attendre cependant sept ans avant que l'Hôtel de Ville actuel soit inauguré par un bal magnifique le 15 septembre 1896, sous la présidence du maire Simon-Napoléon Parent. En 1929 et 1932 on construisait deux annexes au bâtiment principal.

M. F.-X. Chouinard a publié dans *La Concorde*, l'excellente revue municipale de Québec, une série d'articles sur le Vieux Québec. Greffier de la ville depuis 1927, ayant succédé à son père qui occupait

ce poste depuis 1889, alors que l'hôtel de ville logeait dans le bloc Chauveau, M. Chouinard a extrait des archives municipales de la vieille cité les faits les plus intéressants concernant les administrations qui se sont succédé à Québec depuis 1832.

Le conseil municipal des Trois-Rivières n'a pas été aussi itinérant que ceux de Montréal et de Québec, avant de pouvoir se fixer définitivement dans l'édifice qu'il occupe actuellement.

La première séance de son premier conseil eut lieu le 21 juillet 1845 en la chambre des magistrats au Palais de Justice, alors que l'on procéda à l'élection de Pierre-Benjamin Dumoulin, comme premier maire de la Municipalité des Trois-Rivières.

Edouard Barnard, gardien du Palais, tint cependant à avertir les édiles qu'il n'avait pas objection à leur fournir un lieu convenable pour la tenue de leurs séances, à condition que ces réunions aient lieu le jour.

Jusqu'en août 1848, les séances du conseil se tinrent au Palais de Justice, mais quelques jours après les réunions eurent lieu « en la maison et demeure de Louis-Benjamin Garceau ». Le Conseil se transporta ensuite au-dessus du marché qui servira à la fois d'hôtel de ville et de marché, comme ce fut le cas à Montréal.

Le 25 août 1868, Trois-Rivières, devenue cité en 1857, songe à édifier un immeuble digne de son importance et on achète un terrain pour la construction d'un hôtel de ville. Le 16 mai 1871 Charles Dugré obtient le contrat pour la construction du nouvel édifice. A une assemblée régulière tenue au Palais de Justice, le 10 juin 1872, il est résolu qu'à l'avenir le conseil siégera dans le nouvel hôtel de ville, coin des rues Alexandre et Royale.

Depuis, les édiles trifluviens, sous la présidence des vingt-huit maires qui se sont succédés à la tâche, ont tenu leurs délibérations dans le même édifice.

M. Luc-André Biron, du bureau des archives municipales des Trois-Rivières, qui a eu la bienveillance de nous faire tenir une documentation abondante sur le sujet, nous signale que le feu a causé

d'assez graves dommages au bâtiment en 1911 et en 1934, les archives, lors de l'incendie de 1934, ayant subi des dégâts assez considérables.

Il n'est pas hors de propos de signaler ici que l'hôtel de ville des Trois-Rivières est le plus ancien de la province, puisqu'il devance de deux ans celui de Montréal construit rue Notre-Dame en 1874.

Mais ce titre de doyen rend quand même un peu songeurs nombre de contribuables de la capitale mauricienne, qui se rendent fréquemment à Shawinigan Falls et admirent le magnifique hôtel de ville moderne, inauguré en février 1948, remplaçant celui qui avait été construit en 1901.

Si l'hôtel de ville des Trois-Rivières a résisté depuis 1872 à des besoins d'expansion, nécessités par le développement de la ville, son histoire n'a rien qui puisse égaler le pittoresque des débuts du premier hôtel de ville de Sherbrooke, construit en 1859, sur l'emplacement occupé aujourd'hui en partie par le Palais de Justice.

★ ★ ★

Sherbrooke, reine des Cantons de l'Est, capitale de l'Estrie, est la seule ville importante de la province de Québec qui ait été fondée par des Loyalistes venus de la Nouvelle-Angleterre.

L'une des transactions relativement à l'achat, en 1825, de l'emplacement que devait occuper plus tard l'hôtel de ville, ne manque pas d'originalité.

William Bowman Felton est celui qui, le 30 avril 1825, vendit la propriété à Otis et Ira King, exigeant comme prix d'achat, 4,000 gallons de whisky bien maturé, à être pris à la petite distillerie de la ferme Dorman. Toutefois, afin de pouvoir obtenir une eau-de-vie de première qualité, il fut convenu que le paiement serait réparti sur deux années, le vendeur n'exigeant que 2,000 gallons la première année, versement qui ne devait s'effectuer qu'en 1828, c'est-à-dire trois ans après la signature du contrat de vente.

Le premier hôtel de ville de Sherbrooke construit sur cet emplacement en 1859 fut démoli en 1901 et remplacé par le Palais de Justice; ce n'est qu'en 1923 que l'administration municipale put se

loger de nouveau dans un édifice à elle, les affaires de la cité s'étant transigées jusque-là dans une couple de magasins que l'on avait transformés en bureaux.

Le vieil hôtel de ville de Sherbrooke a laissé cependant des souvenirs que les archives de la ville ont conservés précieusement.

L'ancien édifice logeait non seulement le bureau-chef d'une compagnie d'assurance, mais son étage supérieur se composait d'un vaste auditorium où, pendant des années, des troupes théâtrales, des musiciens d'assez bon renom, des comédiens américains fort populaires dans le temps, agrémentèrent la vie des Sherbrookois.

★ ★ ★

La ville de Granby possède, depuis 1941, un hôtel de ville, beau bâtiment en pierres grises, cinquième local qui ait été occupé par ses édiles depuis 1859, date d'incorporation du village de Granby.

En 1825, les habitants de la localité se réunissaient dans une petite maison d'école rue Market, aujourd'hui rue Dufferin; cette salle resta à leur disposition jusqu'en 1864. A partir de cette date, les conseillers tinrent leurs réunions au marché public, une bâtisse qui fut achetée du sieur Franklin Wood, par la corporation, au coût de $30,000. En 1874, la corporation du village faisait l'achat d'une autre propriété rue Principale et y construisait un édifice en bois qui fut terminé l'année suivante. En 1879, à la suite d'un incendie, on construisit un nouvel immeuble municipal, cette fois en brique et à deux étages. Enfin, en 1941, l'édifice fut démoli pour faciliter la construction d'un hôtel de ville plus conforme aux besoins de la cité.

Il y a lieu de signaler ici une particularité de l'hôtel de ville de Granby; au deuxième étage se trouve en permanence une exposition des principaux produits fabriqués à Granby, un sujet d'attraction pour les visiteurs de passage.

Granby comme Sherbrooke, a été fondé par des Loyalistes; c'est ce qui fait que jusqu'en 1917, maires et conseillers furent presque tous de langue anglaise. L'élection de M. Pierre-Ernest Boivin, comme maire de Granby, en 1917, marque un précédent dans l'administration de cette ville. M. Boivin occupa ce poste jusqu'en 1933 et son fils, Horace, détient depuis les rênes de l'administration avec un succès remarquable.

M. Aimé Dorion, historiographe de Granby, a tenu à compiler suffisamment de notes sur l'histoire municipale de cette ville pour que son travail permette de suivre pas à pas les colons de la Nouvelle-Angleterre qui vinrent jeter les bases d'une agglomération urbaine, devenue par l'effort et l'esprit de bonne entente des uns et des autres, une ville prospère et bourdonnante d'activité.

★ ★ ★

La cité de Joliette a modernisé son hôtel de ville dont la construction remontait à 1888. Le vieil immeuble, surmonté d'un beffroi qui abritait une cloche et un balcon « pour les harangues », logeait aussi le service des incendies et son directeur. En 1946, on le démolit en partie et on en aménagea l'intérieur de façon à mieux répondre aux besoins.

Les gens de Joliette se consolent de la disparition de leur premier hôtel de ville en songeant qu'il leur reste une maison historique, celle qui abritait rue Manseau, en 1856, un institut où les différentes sociétés se réunissaient toutes les semaines.

★ ★ ★

La ville de Terrebonne s'enorgueillit de posséder l'un des beaux hôtels de ville de la province, immeuble fort spacieux et qui ne manque pas d'élégance.

Les citoyens de Terrebonne entretiennent, à l'égard du fondateur de leur ville, l'abbé Louis Lepage, une vénération que justifient d'ailleurs les nombreuses initiatives et fondations de l'ancien seigneur de Terrebonne.

Terrebonne est plus que centenaire, puisque la première assemblée de son conseil municipal fut tenue en 1854 dans la maison de Paul-Eloi Marier, alors que Germain Raby fut élu maire. Le conseil se réunit assez longtemps dans la maison Marier, mais en 1890 Terrebonne construisait son premier hôtel de ville, qui fut incendié le 1er décembre 1922.

★ ★ ★

Si, à l'origine d'une municipalité, le presbytère, l'école ou la maison d'un particulier servait de lieu de réunion pour les conseillers ou les contribuables, il est arrivé que l'hôtelier de la place offrait sa meilleure salle aux légistes municipaux. Ce fut le cas de Chambly-Canton où, le 24 février 1849, les électeurs du village furent convoqués, à l'hôtel de Thomas Lussey, dans le but d'y élire sept conseillers. Il faut dire toutefois que Thomas Lussey était l'un des principaux notables de la place et l'un des sept citoyens qui, en 1845, avaient été chargés de faire les démarches nécessaires afin d'obtenir l'incorporation de la localité. De 1849 à 1850, les assemblées du conseil furent tenues à l'hôtel de Thomas Lussey, de 1850 à 1855, dans la salle du marché, et de 1856 jusqu'au mois de juin 1930, dans la salle du Mechanic's Institute alors détruite par un incendie. Cet Institut des Artisans, traduction qu'on lui donnait volontiers, était vraiment historique puisque, depuis 1855, les conseillers municipaux y avaient siégé sans interruption et de façon très économique : le loyer n'était que de sept dollars par année. Le Mechanic's Institute avait été fondé en 1855 pour promouvoir les intérêts des ouvriers des diverses usines de Chambly.

En 1871, cependant, le Mechanic's Institute avait fait un magnifique cadeau au conseil puisqu'il lui avait fait don de son édifice. L'incendie de 1930 étant survenu en pleine période de chômage, le gouvernement fédéral vint en aide à la corporation en lui versant un octroi de $4,500.00 pour la construction de l'hôtel de ville qui fut terminé l'année suivante. Jusque-là le conseil avait siégé dans le sous-sol de l'édifice incendié, cette partie de la bâtisse ayant été épargnée.

★ ★ ★

A l'exemple de Montréal, Sorel a construit d'abord ses marchés, y a logé ses administrateurs municipaux avant de construire un édifice pour leur usage exclusif.

Son premier marché remonte à 1818; en 1843, un second, plus spacieux, est érigé et un troisième est construit en 1858, qui durera jusqu'en 1882. Dans ce dernier marché comme dans les deux autres, on a aménagé une salle de délibérations pour les conseillers et les réunions de contribuables. C'est en 1930 que l'on construisit l'hôtel de ville actuel en même temps qu'un nouveau marché.

Mais Sorel a une si intéressante et si émouvante histoire depuis sa fondation, que ses contribuables eurent vite fait d'oublier que leur ville avait songé tout d'abord à établir les services publics : routes, aqueduc, égouts, marchés, services de protection, avant de loger ses propres administrateurs dans un édifice exclusivement à eux.

★ ★ ★

Les notes que nous venons de publier sur les centres communautaires d'autrefois, ont été cueillies au hasard des renseignements que nous avons puisés ici et là; ce qui fait que nous avons dû nous limiter à quelques municipalités.

On nous demandera peut-être pourquoi cette brève étude sur un sujet, en soi, assez banal, bien que rattaché à l'histoire ? La raison principale, c'est que nous voulions nous rendre compte des efforts que l'on a pu faire, dès le début d'une localité et de la formation de son premier conseil municipal, dans le but de préserver les archives avec lesquelles on reconstitue l'histoire.

Malheureusement, le feu a fait de constants et de profonds ravages chez nous. Des milliers de documents destinés à l'histoire ont été impitoyablement détruits sans compter ceux que l'on a jetés au rebut, par ignorance ou indifférence.

Sous le régime français, l'incendie du Palais de l'intendant, en 1713, fit disparaître les registres du Conseil de Québec, créé en 1657 et que l'historien Gustave Lanctôt a appelé notre premier parlement canadien.

Sous le régime anglais, nos archives ont subi périodiquement le même sort, et nous connaissons peu de municipalités, grandes ou petites, qui puissent mettre à jour les premières délibérations de leurs administrateurs. Et le cas est si rare qu'à Québec, par exemple, on conserve comme pièces de musée, quelques-uns des premiers procès verbaux de la cité. Dans *La Concorde* de mai 1956, M. F.-X. Chouinard nous renseigne sur cette rareté quand il écrit : « A titre de curiosité, voici fidèlement reproduites de l'original écrit à l'encre de Chine, sur un épais velin jauni par le temps, les deux premières pages du plus ancien volume des Minutes du Conseil que nous possédons en nos Archives civiques de Québec. Bien qu'il ne fût officiellement pro-

mu au grade de greffier de la Cité que treize jours plus tard, soit le 13 mai 1833, c'est Jean Langevin, ex-secrétaire français du Tribunal des juges de paix administrant la ville, qui l'a rédigé de sa main ... Ce volume, solidement relié et recouvert d'une forte toile grise, est encore en parfait état de conservation. Il dort paisiblement dans nos voûtes, sous la garde de l'archiviste-statisticien de la Cité, M. Valère Desjardins ».

Voici une autre constatation que nous avons faite, concernant l'absence totale de documents se rapportant au début de fondation d'une municipalité. Les lettres que nous recevons, de temps à autre, nous révèlent l'impossibilité dans laquelle on se trouve, par cette carence de documents, d'écrire l'histoire d'une paroisse ou de l'administration d'une localité.

Heureusement nos archives municipales sont maintenant, presque partout, à l'abri de la destruction, grâce aux précautions que l'on prend pour les conserver. Puisque nos hôtels de ville ne logent plus dans des presbytères, des marchés, des maisons d'école ou même des tavernes, il est plus facile de les préserver.

Liste des articles parus dans les vingt-cinq premiers Cahiers des Dix (1936-1960)

AUDET (FRANCIS-JOSEPH)

Vallières de Saint-Réal, v.1, 1936, p. 201.
Les débuts du barreau de la province de Québec, v.2, 1937, p. 207.
Les Mondelet, v.3, 1938, p. 191.
Les représentants de la France au Canada au XIXe siècle, v.4, 1939, p. 197.
Cherles Clément de Sabrevois de Bleury, v.5, 1940, p. 57.
L'abbé Étienne Chartier, v.6, 1941, p. 211.
1842 (Montréal en), v.7, 1942, p. 215.
Pierre-Édouard Leclère, v.8, 1943, p. 109.
Samuel Holland, v.23, 1958, p. 187.

AUDET (LOUIS-PHILIPPE)

La querelle de l'Instruction obligatoire, v.24, 1959, p. 133.
La surintendance de l'éducation et la loi scolaire de 1841, v.25, 1960, p. 147.

BEAUGRAND-CHAMPAGNE (ARISTIDE)

Les anciens Iroquois du Québec, v.1, 1936, p. 171.
Le peuple d'Hochelaga, v.2, 1937, p. 93.
Sur le peuplement de l'Amérique du Nord, v.3, 1938, p. 243.
L'organisation sociale des anciens Iroquois, v.4, 1939, p. 271.
Le régime politique des anciens Iroquois, v.5, 1940, p. 217.
Croyances des anciens Iroquois, v.6, 1941, p. 195.
1542-1642 (Hochelaga-Villemarie), v.7, 1942, p. 9.
La poterie iroquoise, v.8, 1943, p. 217.
Les maladies et la médecine des anciens Iroquois, v.9, 1944, p. 227.
La stratégie, la tactique et l'armement des anciens Iroquois, v.10, 1945, p. 21.
Les Hurons, v.11, 1946, p. 53.
Le chemin et l'emplacement de la Bourgade d'Hochelaga, v.12, 1947, p. 115.
Les origines de Montréal, v.13, 1948, p. 39.
La découverte de Terre-Neuve, v.14, 1949, p. 244.
Sur le nom de lieu : Labrador, v.15, 1950, p. 11.

BOUCHER DE LA BRUÈRE (MONTARVILLE)

Les Boucherville à l'étranger, v.1, 1936, p. 233.
Pierre Boucher, v.2, 1937, p. 237.
Pierre Boucher colonisateur, v.3, 1938, p. 165.

Le « Livre de raison » des seigneurs de Montarville, v.4, 1939, p. 243.
Louis-Joseph Papineau de Saint-Denis à Paris, v.5, 1940, p. 79.

BRUCHÉSI (JEAN)

Un aventurier de génie : Cavelier de la Salle, v.9, 1944, p. 71.
George Heriot, peintre, historien et maître de poste, v.10, 1945, p. 191
Madeleine de Verchères et Chicaneau, v.11, 1946, p. 25.
L'Institut canadien de Québec, v.12, 1947, p. 93.
Rameau de Saint-Père et les Français d'Amérique, v.13, 1948, p. 225.
Les correspondants canadiens de Rameau de Saint-Père, v.14, 1949, p. 87.
Champlain a-t-il menti ?, v.15, 1950, p. 39.
Lettres d'un exilé (Louis-Joseph Papineau), 1837-1839, à sa femme, v.16, 1951, p. 63.
Lettres d'un exilé (Louis-Joseph Papineau), 1843-1845, à sa femme, v.17, 1952, p. 85.
Tué au fort Beauséjour, v.18, 1953, p. 67.
Le Journal de François Bailliargé, v.19, 1954, p. 111.
De la maison Soulard à l'hôtel Chevalier, v.20, 1955, p. 91.
L'abbé Paul-Napoléon Bruchési à Québec (1880-1884), v.21, 1956, p. 137.
Québec, ville forte, v.22, 1957, p. 53.
Brève histoire d'une longue amitié, v.23, 1958, p. 217.
Bagatelles d'Espagne, v.25, 1960, p. 277.

DESROSIERS (LÉO-PAUL)

1942 (Montréal en), v.7, 1942, p. 283.
Montréal soulève la Province, v.8, 1943, p. 75.
Correspondance de M. Magnien, p.s.s., v.9, 1944, p. 199.
Dollard des Ormeaux dans les textes, v.10, 1945, p. 41.
Les Trois-Rivières (1535-1634), v.11, 1946, p. 63.
Mes tablettes (Romuald Trudeau), v.12, 1947, p. 75.
Vers notre premier parlement, v.13, 1948, p. 85.
En relisant les mandements, v.14, 1949, p. 65.
Sir George Arthur, v.15, 1950, p. 145.
Le Quebec *Herald*, v.16, 1951, p. 83.
La Rupture de la paix de 1645, v.17, 1952, p. 169.
Les Onnontagués, v.18, 1953, p. 45.
Préliminaires du massacre de Lachine, v.19, 1954, p. 47.
Iroquoisie, terre française, v.20, 1955, p. 33.
Négociations de paix (1693-1696), v.21, 1956, p. 55.
L'expédition de M. de la Barre, v.22, 1957, p. 105.
Denonville, v.23, 1958, p. 107.
La paix-miracle (1653-1660), v.24, 1959, p. 85.
Il y a trois cents ans (1660), v.25, 1960, p. 85.

DOUVILLE (RAYMOND)

Les trois abbés Harper, v.13, 1948, p. 139.
L'épopée des petits traiteurs, v.14, 1949, p. 41.

Chirurgiens, barbiers-chirurgiens et charlatans de la région trifluvienne sous le régime français, v.15, 1950, p. 81.
Trois seigneuries sans seigneurs, v.16, 1951, p. 133.
Les opinions politiques et religieuses de Moses Hart, v.17, 1952, p. 137.
L'odyssée d'un Acadien dans les marines américaine et française, v.18, 1953, p. 85.
Deux officiers « indésirables » des troupes de la Marine (Jacques-François de Bourgchemin et le baron de Joannès), v.19, 1954, p. 67.
La dictature de la famille Le Neuf, v.20, 1955, p. 61.
La Maison de Gannes, v.21, 1956, p. 105.
La dette des Etats-Unis envers les Ursulines des Trois-Rivières, v.22, 1957, p. 137.
Années de jeunesse et vie familiale de Moses Hart, v.23, 1958, p. 195.
Le Canada 1756-1758, vu par un officier du régiment de La Sarre, v.24, 1959, p. 113.
Les lents débuts d'une seigneurie des Jésuites (Batiscan), v. 25, 1960, p. 249.

FAUTEUX (AEGIDIUS)

La carrière pré-canadienne de M. de Tracy, v ', 1936, p. 59.
Les aventures de Chevalier de Beauchêne, v.2, 1937, p. 7.
Montcalm et « l'Ami des hommes », v.3, 1938, p. 115.
La dette de l'Amérique envers la Nouvelle-France, v.4, 1939, p. 11.
Le S . . . de C . . . enfin démasqué ! v.5, 1940, p. 231.
Trois siècles de missions canadiennes, v.6, 1941, p. 19.
Les débuts de l'imprimerie au Canada, v.16, 1951, p. 17.

MALCHELOSSE (GÉRARD)

Les Blackstone, v.1, 1936, p. 213.
Deux régiments suisses au Canada (Meuron et Watteville), v.2, 1937, p. 261.
Niort de la Noraye, v.3, 1938, p. 283.
Les Juifs dans l'histoire canadienne, v.4, 1939, p. 167.
Deux tournants de l'histoire d'Acadie : 1713 et 1755, v.5, 1940, p. 107.
Les coureurs de bois au XVIIe siècle, v.6, 1941, p. 109.
Perrot, neveu de Talon, deuxième gouverneur de Montréal, et sa famille, v.7, 1942, p. 129.
Ah ! mon grand-pèr', comme il buvait ! (L'intempérance au Canada, 1760-1850), v.8, 1943, p. 141.
Faux sauniers,, prisonniers et fils de famille en Nouvelle-France au XVIIIe siècle, v.9, 1944, p. 61.
Une seigneurie fantôme : Saint-Paul du Labrador, v.10, 1945, p. 293.
Les fils de famille en Nouvelle-France, 1720-1750, v.11, 1946, p. 261.
A propos de nos origines, v.12, 1947, p. 231.
Archevêchés et évêchés de France sous l'ancien régime, v.12, 1947, p. 264.
Généalogie et généalogistes au Canada, v.13, 1948, p. 269.
Milices et Troupes de la Marine en Nouvelle-France, 1669-1760, v.14, 1949, p. 115.
L'immigration des filles de la Nouvelle-France au XVIIe siècle, v.15, 1950, p. 55.
Un gentilhomme coureur de bois : Daniel Greysolon, sieur Du Lhut, v.16, 1951, p. 195.
Nicolas Perrot au Fort Saint-Antoine, v.17, 1952, p. 111.

Un procès criminel aux Trois-Rivières en 1759, v.18, 1953, p. 206.
La Bibliothèque acadienne, v.19, 1954, p. 263.
Une rivière, une vallée (le Richelieu), v.20, 1955, p. 217.
Jacques Cartier va à Hochelaga, v.21, 1956, p. 31.
La Salle et le fort Saint-Joseph des Miamis, v.22, 1957, p. 83.
Le Poste de la Rivière Saint-Joseph (Mich.), 1691-1781, v.23, 1958, p. 139.
L'Association "La Fraternelle" (1880-1883), v.24, 1959, p. 209.
Mémoires romancés de Laterrière, v.25, 1960, p. 103.

MASSICOTTE (ÉDOUARD-ZOTIQUE)

Quelques rues et faubourgs du vieux Montréal, v.1, 1936, p. 105.
Coins historiques du Montréal d'autrefois, v.2, 1937, p. 115.
Évocations du vieux Montréal, v.3, 1938, p. 131.
Notre-Dame-des-Neiges, v.4, 1939, p. 141.
Montréal se transforme, v.5, 1940, p. 177.
Au hasard des recherches, v.6, 1941, p. 167.
Scènes de rues à Montréal au siècle passé, v.7, 1942, p. 255.
Les juges de Montréal sous le régime français, v.8, 1943, p. 235.
Contribution à la petite histoire, v.9, 1944, p. 243.
Quelques maisons du vieux Montréal, v.10, 1945, p. 231.
Brève histoire du Parc Sohmer, v.11, 1946, p. 97.
Bibliothèques d'autrefois à Montréal, v.12, 1947, p. 9.

MAURAULT (MGR OLIVIER) p.s.s.

Les origines de l'enseignement secondaire à Montréal, v.1, 1936, p. 95.
Une révolution collégiale à Montréal il y a cent ans, v.2, 1937, p. 35.
L'école française de Berthier, v.3, 1938, p. 73.
A propos d'une visite princière (Sorel), v.4, 1939, p. 119.
Quand Saint-Sulpice allait en guerre, v.5, 1940, p. 11.
Aegidius Fauteux, v.6, 1941, p. 9.
Les peintres de la Montée Saint-Michel, v.6, 1941, p. 49.
1742 (Montréal en), v.7, 1942, p. 161.
Montarville Boucher de la Bruère, v.8, 1943, p. 9.
Un Canadien en Louisiane en 1943, v.8, 1943, p. 55.
Francis-J. Audet, v.9, 1944, p. 5.
Souvenirs canadiens : Album de Jacques Viger, v.9, 1944, p. 83.
Louis Turcq de Castelveyre dit Frère Chrestien, v.10, 1945, p. 87.
Question de mesure, v.11, 1946, p. 9.
Trois Français du Canada au XVIIIe siècle (MM. Artaud, Dargent et Pagès, p.s.s.), v.12, 1947, p. 33.
E.-Z. Massicotte, v.13, 1948, p. 9.
Au berceau de la Colombie-Britannique, v.13, 1948, p. 13.
Le musée de Notre-Dame de Montréal, v.14, 1949, p. 149.
Essai sur Terre-Neuve, v.15, 1950, p. 17.
Aristide Beaugrand-Champagne, v.16, 1951, p. 11.

Richelieu (Indre et Loire), v.16, 1951, p. 95.
L'Université de Montréal, v.17, 1952, p. 11.
Vingt ans à l'Université de Montréal (1934-1954), v.18, 1953, p. 171.
Louis-Hippolyte La Fontaine à travers ses lettres à Amable Berthelot, v.19, 1954, p. 129.
Esquisse de l'histoire d'un fleuve : le Saint-Laurent, v.20, 1955, p. 127.
Le juge Maréchal Nantel, v.21, 1956, p. 9.
Les fleuves du Canada, v.21, 1956, p. 11.
La seigneurie de Montréal, v.22, 1957, p. 69.
Le premier registre de l'Etat civil de Montréal, v.23, 1958, p. 91.
M. Etienne-Michel Faillon, v.24, 1959, p. 151.
Galerie de portraits des Supérieurs du Collège de Montréal, v.25, 1960, p. 191.

MORIN (VICTOR)

Les Dix, v.1, 1936, p. 7.
Les origines de la Société royale, v.2, 1937, p. 157.
Les Ramezay et leur château, v.3, 1938, p. 9.
Pour un drapeau, v.4, 1939, p. 37.
In chordis et organo (les orgues Casavant Frères, de Saint-Hyacinthe), v.5, 1940, p. 31.
La féodalité a vécu . . ., v.6, 1941, p. 225.
1642 (Fondation de Montréal), v.7, 1942, p. 45.
L'odyssée d'une société historique (Société historique de Montréal), v.8, 1943, p. 13.
Les fastes historiques de Montréal (I), v.9, 1944, p. 9.
" " " " " (II), v.10, 1945, p. 207.
" " " " " (III), v.11, 1946, p. 201.
" " " " " (IV), v.12, 1947, p. 161.
Dixième anniversaire des Dix, Dialogue radiophonique, v.10, 1945, p. 9.
Clubs et sociétés notoires d'autrefois (I), v.13, 1948, p. 109.
" " " " " (II), v.14, 1949, p. 187.
" " " " " (III), v.15, 1959, p. 185.
" " " " " (IV), v.16, 1951, p. 233.
L'Art de la numismatique au Canada, v.17, 1952, p. 55.
A la mémoire de Pierre-Georges Roy, v.18, 1953, p. 11.
Propos de bibliophile (I), v.18, 1953, p. 17.
" " " (II), v.19, 1954, p. 11.
" " " (III), v.20, 1955, p. 9.
" " " (IV), v.21, 1956, p. 201.
La Science du blason, v.22, 1957, p. 9.
Réhabilitation historique, v.23, 1958, p. 9.
Syndicalisme et mutualité, v.24, 1959, p. 51.
L'Évolution de la médecine au Canada français, v.25, 1960, p. 65.

NANTEL (MARÉCHAL)

Autour d'une décision judiciaire sur la langue française au Canada, v.6, 1941, p. 145.
Les avocats à Montréal, v.7, 1942, p. 185.

Les conseils du roi, v.8, 1943, p. 285.
Querelles du Palais, v.9, 1944, p. 271.
La Communauté des avocats, v.10, 1945, p. 263.
Nos institutions politiques et judiciaires, v.11, 1946, p. 191.
Le Palais de justice de Montréal et ses abords, v.12, 1947, p. 197.
Une querelle de paroisse en 1805 (Saint-Jacques l'Achigan), v.13, 1948, p. 249.
L'étude du droit et le barreau, v.14, 1949, p. 11.
Un demi-siècle de vie judiciaire, v.15, 1950, p. 219.
Aegidius Fauteux, v.16, 1951, p. 13.
En marge d'un centenaire, v.17, 1952, p. 233.

ROUSSEAU (JACQUES)

Samuel de Champlain, botaniste mexicain et antillais, v.16, 1951, p. 39.
Persistances païennes chez les Amérindiens de la forêt boréale, v.17, 1952, p. 183.
Rites païens de la forêt québécoise : la tente tremblante et la suerie, v.18, 1953, p. 129
De menus rites païens de la forêt canadienne, v.19, 1954, p. 187.
L'origine et l'évolution du mot esquimau, v.20, 1955, p. 179.
Les américanismes du parler canadien-français, v.21, 1956 p. 89.
Astam mitchouan ! Essai sur la gastronomie amérindienne, v.22, 1957, p. 193.
Ces gens qu'on dit sauvages, v.23, 1958, p. 53.
Les Sachems délibèrent autour du feu de camp, v.24, 1959, p. 9.
Les premiers Canadiens, v.25, 1960, p. 9.

ROY (ANTOINE)

Le coût et le goût des meubles au Canada sous le régime français, v.18, 1953, p. 227.
Les Indiennes de Chateaubriand, v.19, 1954, p. 99.
Ce qu'ils lisaient, v.20, 1955, p. 199.
Visiteurs français de marque à Québec (1800-1850), v.21, 1956, p. 223.
" " " " " " (1850-1885), v.22, 1957, p. 213.
Les Patriotes de la région de Québec pendant la Rébellion de 1837-1838, v.24, 1959, p. 241.
Bois et pierre . . . (La construction des maisons et des églises sous le régime français), v.25, 1960, p. 237.

ROY (PIERRE-GEORGES)

Les traîtres de 1759, v.1, 1936, p. 37.
Les légendes canadiennes, v.2, 1937, v. 45.
La bande de Chambers, v.3, 1938, p. 89.
Nos coutumes et traditions françaises, v.4, 1939, p. 59.
L'évasion de Dodge et Theller de la citadelle de Québec, v.5, 1940, p. 121.

Les chicanes de préséance sous le régime français, v.6, 1941, p. 67.
Les gouverneurs de Montréal, v.7, 1942, p. 83.
Les grands voyers de la Nouvelle-France et leurs successeurs, v.8, 1943, p. 181.
Les lettres du commissaire des guerres Doreil, v.9, 1944, p. 121.
L'histoire vraie du Chien d'Or, v.10, 1945, p. 103.
La construction royale de Québec, v.11, 1946, p. 141.
Les canotiers de Lévis, une race disparue, v.12, 1947, p. 17.
Un industriel canadien-français : Charles-William Carrier, v.13, 1948, p. 187.
Le premier baron de Portneuf, v.14, 1949, p. 223.
Le second baron de Portneuf, v.15, 1950, p. 129.
René Robineau de Portneuf et ses enfants, v.16, 1951, p. 171.
Les Robineau (suite et fin), v.17, 1952, p. 209.
Nicolas Daneau de Muy et ses enfants, v.18, 1953, p. 157.

TESSIER (MGR ALBERT)

Le Père Jacques Buteux, v.1, 1936, p. 157.
Une campagne antitrustarde il y a un siècle, v.2, 1937, p. 199.
Deux enrichis : Aaron Hart et Nicolas Montour, v.3, 1938, p. 217.
De Jacques Buteux à l'arpenteur Bouchette (le Saint-Maurice), v.4, 1939, p. 223.
Encore le Saint-Maurice, v.5, 1940, p. 145.
Les voyages vers 1800, v.6, 1941, p. 83.
La Compagnie du Saint-Sacrement, v.7, 1942, p. 27.
La vie urbaine vers 1800, v.8, 1943, p. 155.
Le visage humain du Canada au début du XIXe siècle, v.9, 1944, p. 101.
La vie rurale vers 1800, v.10, 1945, p. 169.
Minéraux de basse étoffe (Forges Saint-Maurice, I), v.11, 1946, p. 119.
Débuts pénibles de l'industrie lourde au Canada, II, v.12, 1947, p. 53.
Le roi s'en mêle, III, v.13, 1948, p. 63.
Les Anglais prennent les Forges au sérieux, IV, v.14, 1949, p. 165.
Les Trifluviens s'échauffent . . . Le dernier demi-siècle des Forges (1833-1883), V, v.15, 1950, p. 163.
Un curé missionnaire : l'abbé S.-D. Dumoulin (1793-1853), v.16, 1951, p. 117.
Trois-Rivières 1884, v.17, 1952, p. 153.
La cité trifluvienne vue par M. Smith et Miss Fenton (1892-1894), v.18, 1953, p. 113.
Luc Désilets, un des « fanaux de tôle » de Mgr Laflèche, v.19, 1954, p. 161.
Un chemin montant, malaisé (le Saint-Maurice), v.20, 1955, p. 107.
Dans l'intimité de Benjamin Sulte, v.21, 1956, p. 159.
France nouvelle ou simple colonie commerciale ? v.22, 1957, p. 43.
Correspondance Taché-Laflèche, v.23, 1958, p. 241.
Fondation du Collège des Trois-Rivières (1860), v.24, 1959, p. 169.
Les Soeurs des petites écoles, v.25, 1960, p. 171.

TRÉPANIER (LÉON)

Dambourgès « le Balafré », v.19, 1954, p. 233.
Figures de maires (Montréal), v.20, 1955, p. 149.
" " " " v.21, 1956, p. 179.
" " " " v.22, 1957, p. 163.
" " " " v.23, 1958, p. 261.
" " " " v.24, 1959, p. 189.
Les premiers hôtels de ville à Montréal, v.25, 1960, p. 219.